

DEPARTEMENT DES LANDES
COMMUNE DE LABRIT



DECLARATION DE PROJET N° 1
EMPORTANT
MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU

Pièce N° 6.
RESULTAT DE L'ENQUETE
PUBLIQUE ET REPONSES AUX
REMARQUES

Dossier d'approbation

Janvier 2017

LE PRÉSIDENT

Dominique COUTIERE

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "D. Coutiere", written over a horizontal line.

COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR HAUTE LANDE
24 Place Gambetta - 40630 SABRES

A small, stylized handwritten signature or mark in dark ink.

→ SG / BAS

Arrivé le

06 MARS 2017

D.D.T.M. 40



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES LANDES

BORDEREAU D'ENVOI

Direction des actions de l'Etat
et des collectivités locales
Bureau du contrôle administratif
Affaire suivie par : M. Annick NICOLAS
Tél : 05 58 06 59 26
Mél : marie-annick.nicolas@landes.gouv.fr

LE PREFET DES LANDES

à

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la mer

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<p>Objet : Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU de LABRIT</p> <p><u>Enquête publique du 15/11/2016 au 16/12/2016</u></p> <p>- complément aux conclusions transmises le 16 janvier 2017 par M. Robert BRANCHARD, commissaire-enquêteur.</p>	1	Transmis pour information. (le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur vous ont été transmis par BE du 25/01/2017)

Mont de Marsan, le 2 mars 2017

Pour le Préfet, et par délégation,
La cheffe de bureau du contrôle administratif

Marlène SANCHEZ

Pour :	attribution	réponse signature Direction	réponse avec copie Direction	éléments de réponse	Info
Dir					
DA					
AD					
SG					
SCRPP					
SAH					
SPETA					
DT de :					

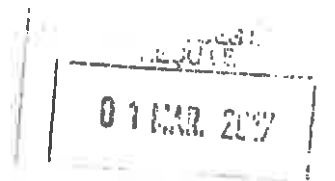
Robert BRANCHARD

29 rue Chanzy

40400TARTAS

Tel 0681454723

Conclusions enquête



Monsieur le Préfet des Landes

Préfecture des Landes

26 rue Victor Hugo

40000 Mont de Marsan

7.
→ 0077

Tartas le 27 février 2017

Monsieur le Préfet,

j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les compléments de conclusions de l'enquête de mise en conformité N°1 du PLU

Copie sont également adressés à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de PAU et à Monsieur le Maire de la commune de Labrit.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire Monsieur le Préfet à ma haute considération.

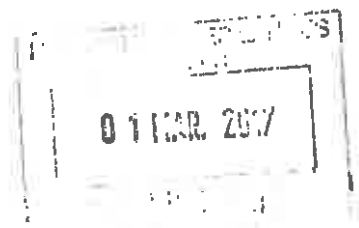
Le Commissaire Enquêteur

Robert BRANCHARD



Réf.Rap.2016 CONCL

Complément conclusions



Réf.El 60000159/64

Me. le Président du Tribunal Administratif de PAU

50 Cours Lyautey

CS 50543

64010 PAU Cedex

Tartas le 27 Février 2017

Le choix du site est favorable, les impacts sur l'environnement sont compensables à court terme, ce qui permet la création de centrales de production d'énergie renouvelable .

Le PLU dans ces dispositions actuelles ne le permet pas. Il est donc nécessaire d'adapter le document d'urbanisme par la création d'une zone spécifique AUe.

L'avis favorable de l'Etat se limite à la construction de centrales photovoltaïque au sol. Pour d'autres modes de production l'étude environnementale est susceptible d'être conduite à mettre en œuvre d'autres investigations. Ces dernières pourraient aboutir à des conclusions différentes.

En conséquence, seule la construction de centrales photovoltaïque au sol d'énergie renouvelable est autorisée.

Le Commissaire Enquêteur

copie





Arrivé le
06 MARS 2017
D.D.T.M. 40

PREFET DES LANDES

BORDEREAU D'ENVOI

Direction des actions de l'Etat
et des collectivités locales
Bureau du contrôle administratif
Affaire suivie par : M. Annick NICOLAS
Tél : 05 58 06 59 26
Mél : marie-annick.nicolas@landes.gouv.fr

LE PREFET DES LANDES

à

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la mer

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Objet : Déclaration de projet valant mise en compatibilité n°1 du PLU de LABRIT <u>Enquête publique du 15/11/2016 au 16/12/2016</u> - complément aux conclusions transmises le 16 janvier 2017 par M. Robert BRANCHARD, commissaire-enquêteur.	1	Transmis pour information. (le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur vous ont été transmis par BE du 25/01/2017)

Mont de Marsan, le 2 mars 2017

Pour le Préfet, et par délégation,
La cheffe de bureau du contrôle administratif


Marlène SANCHEZ

Pour :	réponse signature Direction	réponse avec copie Direction	éléments de réponse	infos
DA				
AD				
TD				
SCDP				
SAH				
SPSA				
SNF				
SEA				
MSI				
MOT				
DT de :				

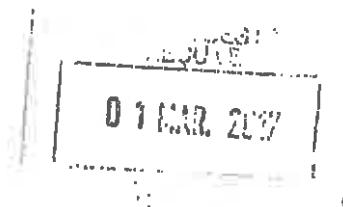
Robert BRANCHARD

29 rue Chanzy

40400TARTAS

Tel 0681454723

Conclusions enquête



Monsieur le Préfet des Landes

Préfecture des Landes

26 rue Victor Hugo

40000 Mont de Marsan

7
→ 00.77

Tartas le 27 février 2017

Monsieur le Préfet,

j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les compléments de conclusions de l'enquête de mise en conformité N°1 du PLU

Copie sont également adressés à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de PAU et à Monsieur le Maire de la commune de Labrit.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire Monsieur le Préfet à ma haute considération.

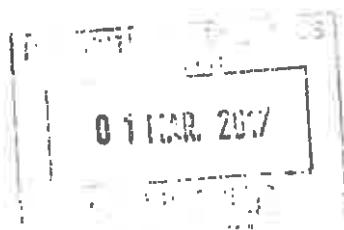
Le Commissaire Enquêteur

Robert BRANCHARD



Réf.Rap.2016 CONCL

Complément conclusions



Réf.El 60000159/64

Me. le Président du Tribunal Administratif de PAU

50 Cours Lyautey

CS 50543

64010 PAU Cedex

Tartas le 27 Février 2017

Le choix du site est favorable, les impacts sur l'environnement sont compensables à court terme, ce qui permet la création de centrales de production d'énergie renouvelable .

Le PLU dans ces dispositions actuelles ne le permet pas. Il est donc nécessaire d'adapter le document d'urbanisme par la création d'une zone spécifique AUe.

L'avis favorable de l'Etat se limite à la construction de centrales photovoltaïque au sol. Pour d'autres modes de production l'étude environnementale est susceptible d'être conduite à mettre en œuvre d'autres investigations. Ces dernières pourraient aboutir à des conclusions différentes.

En conséquence, seule la construction de centrales photovoltaïque au sol d'énergie renouvelable est autorisée.

Le Commissaire Enquêteur

copie



ARRETE DE MISE A ENQUETE PUBLIQUE

LE PRÉSIDENT

Dominique COUTIERE



COMMUNAUTE DE COMMUNES COEUR HAUTE LANDE
24 Place Gambetta - 40630 SABRES



ARRETE DE MISE A ENQUETE PUBLIQUE

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET PORTANT SUR L'INTERET GENERAL DU PROJET PHOTOVOLTAIQUE ET SUR LA MISE EN COMPATIBILITE N°1 DU PLU QUI EN EST LA CONSEQUENCE.

Arrêté n°2016/10/01 du 14 octobre 2016 prescrivant la mise à l'enquête publique relative au projet portant sur l'intérêt général du projet photovoltaïque et sur la mise en compatibilité n°1 du PLU qui en est la conséquence.

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LABRIT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 sus visée,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.151-1 et suivants et R.151-1 et suivants concernant le contenu du Plan Local d'urbanisme,

VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-54 et suivants, concernant les procédures de mise en compatibilité avec une opération d'utilité publique ou d'intérêt général,

VU la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et notamment l'article 236,

VU la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche,

VU la loi n°2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne,

VU la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 relative à la simplification et à l'amélioration de la qualité du droit,

VU le décret n°2011-2018 du 19 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,

VU l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013,

VU le décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme et pris pour l'application de l'article 51 de la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche,

VU le décret n°2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'Ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification, et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

[Signature]

ID: 040-214001355-20161014-2016_10_01AR-AR
Envoyé en préfecture le 29/10/2016
Reçu en préfecture le 31/10/2016
Publié en notifié le 31/10/2016



VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

VU la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant sur diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives,

VU la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme,

VU le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme,

VU la délibération n°2015/05/06 du 21 mai 2015 engageant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 du PLU de Labrit,

CONSIDERANT les avis des personnes publiques associées sur ce projet,

CONSIDERANT le compte rendu et procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 7 juillet 2015,

VU les pièces du dossier soumis à enquête publique,

VU l'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Pau en date du 14 octobre 2016 désignant Monsieur Robert BRANCHARD en qualité de commissaire enquêteur,

LE MAIRE

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique portant sur l'intérêt général du projet photovoltaïque et la mise en compatibilité n°1 du PLU communal qui en est la conséquence.

L'objet de ce projet soumis à enquête publique est la création de zones à urbaniser destinée à accueillir des centrales photovoltaïques au sol.

L'objet de cette enquête est de permettre à toute personne qui le souhaite de porter des observations sur les dispositions de l'ensemble de ces documents.

L'enquête publique sera ouverte à compter du mardi 15 novembre 2016 inclus jusqu'au vendredi 16 décembre 2016 inclus, pour une durée de 32 jours à la mairie de LABRIT, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

m



Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête publique, dans deux journaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché à la mairie de LABRIT et publié par tout autre procédé en usage dans la commune (affichage public, site Internet).

Un exemplaire des journaux dans lesquels aura été publié l'avis sera annexé au dossier soumis à l'enquête publique

ARTICLE 2 :

A l'issue de l'enquête publique, le projet sera éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur : le conseil municipal se prononcera sur l'intérêt général du projet photovoltaïque, puis approuvera la mise en compatibilité n°1 du PLU, qui en est la conséquence.

ARTICLE 3 :

Monsieur Robert BRANCHARD, domicilié Rue Chanzy B.P14, 40400 TARTAS, et exerçant la profession de géomètre expert en retraite, et Monsieur Jean-Claude LOSTE domicilié 663, Avenue Brémontier, 40150 SOORT-HOSSEGOR et exerçant la profession de géomètre expert en retraite, ont été désignés en qualité de commissaire enquêteur et de commissaire enquêteur suppléant par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Pau.

ARTICLE 4 :

Le projet de mise en compatibilité n°1 du PLU de LABRIT, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de LABRIT, du mardi 15 novembre 2016 inclus jusqu'au vendredi 16 décembre 2016, pour une durée de 32 jours, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de LABRIT.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement, à la mairie de LABRIT, ses observations sur le registre d'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur, à :

la Mairie de LABRIT, 23 route de Roquefort, 40420 LABRIT

Les observations ainsi transmises seront versées au registre ouvert pour l'enquête publique relative aux procédures précitées.

ARTICLE 5 :

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, à la Mairie de LABRIT :

- Le mardi 22 novembre 2016, de 10 heures à 12 heures,
- Le mercredi 30 novembre 2016 de 15 heures à 17 heures,
- Le vendredi 16 décembre 2016, de 10 heures à 12 heures .

ARTICLE 6 :

A ce jour, aucune date de réunion d'information et d'échange n'est envisagée. Toutefois, au regard des besoins, de l'importance ou de la nature du projet et du contexte de l'enquête publique, une telle réunion pourra être organisée à l'initiative du commissaire enquêteur. Dans ce cas, le commissaire enquêteur, en concertation avec l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête publique, définiront les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

ARTICLE 7 :



A l'expiration du délai de l'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui transmettra au Maire de la commune de LABRIT son rapport et ses conclusions motivées, dans un délai d'un mois. Une copie de ce rapport et de ces conclusions motivées sera adressée à Monsieur le Préfet des Landes et à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Pau par le commissaire enquêteur.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an à la Mairie de LABRIT, aux jours et heures habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.

ARTICLE 8

Conformément à l'article R.104-8 du Code de l'Urbanisme, le projet de mise en compatibilité n°1 dans le cadre d'une déclaration de projet a été soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 9

Le dossier ainsi soumis à l'enquête publique ne fait pas l'objet d'une transmission à un autre Etat, membre de l'Union Européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables.

ARTICLE 10

Le Maire de la commune de LABRIT, initiateur de la procédure de mise en compatibilité n°1 du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet du Plan Local d'Urbanisme, peut être consulté à ce sujet.

ARTICLE 11

Le public peut transmettre ses observations à l'adresse suivante : mairie.de.labrit@cc-paysalbre.fr. Les observations ainsi transmises seront versées au registre ouvert pour l'enquête publique relative à la procédure précitée.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à LABRIT, le 14/10/2016

Le Maire,



Le Maire
Dominique COUTIERE

Handwritten signature

CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :

DEPARTEMENT DES LANDES

COMMUNE DE LABRIT

CENTRALES PHOTOVOLTAÏQUES

MISE EN COMPATIBILITE

DU PLU

CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Je soussigné Robert BRANCHARD, désigné par Mr le président du Tribunal Administratif de PAU en date du 14/10/2016 au sujet de l'enquête publique à laquelle doit être soumis le projet photovoltaïque de la Commune de Labrit, ai l'honneur de transmettre ci-après, les conclusions du Commissaire Enquêteur.

RAPPEL DE L'OBJET

La Commune de Labrit projette depuis plusieurs années de réaliser une centrale photovoltaïque sur des parcelles lui appartenant .

Les parcelles concernées figurent en zone N au PLU de la Commune.

Pour réaliser le projet il est nécessaire de mettre en compatibilité le projet avec le PLU.

Vu l'absence d'observation du public et vu le dossier et notamment la mise en œuvre d'un projet pour la diversification de la production d'énergie dans un cadre de développement durable, le Commissaire enquêteur donne **un avis favorable à la construction de 2 centrales photovoltaïques au sol** sur les parcelles de la Commune cadastrées section B 38p et 586p .



Le Commissaire enquêteur donne également un avis favorable à la mise en compatibilité du PLU avec le projet sous réserve que le règlement de la zone Auer n'autorise uniquement la construction de centrales photovoltaïque au sol.

En effet, l'avis de l'Autorité Administrative de l'Etat relève :

« Que l'évaluation des incidences menées est menée dans le cas de la réalisation de 2 centrales photovoltaïques au sol. L'autorité environnementale regrette l'absence d'analyse des incidences en cas de réalisation d'un autre type de production d'énergie renouvelable que cette révision du PLU rendrait possible. »

Le Commissaire enquêteur

Le 14 Janvier 2017

Robert BRANCHARD



REPONSES A L'REMARQUE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Le commissaire enquêteur demande à ce qu'il y ait une limitation du type de production d'énergie renouvelable sur les secteurs AUer de Labrit.

Il est donc décidé de rédiger la définition de la zone AUer de la manière suivante :

Règlement Zone AUer

"Les zones AUer correspondent aux secteurs de projets de réalisation de centrales solaires photovoltaïques au sol, destinés à la production d'énergie renouvelable."

REPONSES AUX AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES :

- AVIS DREAL :

1- Il est remarqué, à juste titre que le zonage AUer fait référence à la production d'énergie renouvelable et il est donc possible d'installer d'autres systèmes de production que celui prévu sur ces parcelles.

Réponse : Il est proposé de modifier le règlement écrit et plus particulièrement la définition de la quatrième zone indiquée de la zone AU.

Il sera rédigé ainsi :

ZONE AU :

"Les zones à urbaniser, dites "AU", correspondent à des secteurs qui ont un caractère naturel, peu bâti, et qui sont destinés à recevoir une extension urbaine..."

Cette zone comporte quatre Zones AU indiquées :

- La zone AUa correspond à une petite zone de densification située à proximité des services et commerces à destination majoritaire de logements.
- Les zones AUc correspondent à des secteurs d'extensions urbaines, à vocations principales d'habitat, pouvant aussi recevoir des équipements publics, en épaisseur autour du bourg déjà constitué.
- Les zones AUqf correspondent à des secteurs naturels et forestiers destinés à être ouverts à une urbanisation à court et moyen terme sous la forme de deux quartiers forestiers.
- **Les zones AUer correspondent aux secteurs de projets de réalisation de centrales solaires photovoltaïques au sol, destinés à la production d'énergie renouvelable.**

2 - L'autorité environnementale demande d'intégrer dans le règlement écrit, la protection des crastes par un recul de 5 mètres comme il est proposé dans le plan d'aménagement et le dossier de mise en compatibilité. De plus les panneaux seront reculés de 10 mètres par rapport aux zones répertoriées de présence de la Fauvette Pitchou et de la salamandre.

Réponse : suite à ces remarques, la rédaction de l'article AUer2 est rédigé comme suit :

ARTICLE AUer-2 - OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

- Pour les parcelles en contact direct avec des zones forestières ou boisées, l'implantation des constructions nouvelles devra respecter une "bandes de recul" obligatoire de 12 mètres, inconstructible et non clôturée, afin de permettre le passage des engins de secours et de lutte contre l'incendie en lisière des espaces naturel boisés ou forestiers non agricole.
- Les constructions, ouvrages et installations techniques nécessaires au fonctionnement des équipements et réseaux publics existants sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère naturel et paysager des lieux.
- L'ensemble des constructions, ouvrages et équipements techniques d'infrastructure d'énergie renouvelable nécessaires, entre autre, au fonctionnement de parcs photovoltaïques (panneaux photovoltaïques, sous station électrique, postes de transformation, poste de livraison, réseaux, etc.). Ces installations devront être implantée à 5 mètres en recul des crastes existantes (fossés) et de 10 mètres par rapport aux zones de protection de faune et de flore répertoriées dans les études d'impact si elles ont lieux.



- AVIS DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA PRESERVATION DES ESPACES NATURELS AGRICOLES ET FORESTIERS :

Avis favorable sauf crainte de la Sepanso que les incidences du projet n'aillent au delà des cinquante hectares déterminés par le zonage.

Réponse : Le zonage a été réduit et resserré à 39,83 hectares en zone AUer.

- AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DES LANDES

Avis favorable, pas de remarques nécessitant réponse particulière .

- AVIS DU PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE

Avis favorable, pas de remarques nécessitant réponse particulière .

- AVIS DE LA CCI DES LANDES

Avis favorable, pas de remarques nécessitant réponse particulière .

- AVIS SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT DES LANDES D'ARMAGNAC

Avis favorable, pas de remarques nécessitant réponse particulière

- AVIS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES LANDES

Avis favorable, pas de remarques nécessitant réponse particulière

m